

 <p>GOUVERNEMENT <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
--	--

Annexe de la rubrique 6 : auto-évaluation

Globalement, le projet fait évoluer de manière limitée les règles en vigueur, ceci ayant des impacts limités sur l'environnement, ne générant aucun risque ou nuisance supplémentaire et n'ayant pas d'incidence notable sur les zones agricoles, naturelles et forestières.

En effet, les points principaux de la procédure de modification visent à :

- **encadrer géographiquement et réglementairement les possibilités de constructions en zone agricole** en permettant :
 - o l'extension des constructions existantes et la réalisation d'annexes qui leur sont liées, dans une certaine limite,
 - o l'aménagement, la restauration et le changement de destination des bâtiments existants, ceci permettant la valorisation et la préservation du patrimoine rural traditionnel, la limitation de la consommation foncière par des constructions neuves et la réutilisation du bâti existant en gîte ou chambre d'hôte par exemple, en lien avec le défi n°2 du PADD « préserver et valoriser le patrimoine architectural et paysager exceptionnel de Souvigny » ;
- **permettre la réalisation d'un projet agricole en zone naturelle correspondant à l'économie du territoire et compatibles avec les enjeux environnementaux et paysagers**, ceci s'inscrivant dans l'objectif n°3 du défi n°1 du PADD (« renforcer le rôle de Souvigny comme pôle secondaire de l'agglomération moulinoise ») à savoir « favoriser le développement de l'économie locale », par la consolidation de l'activité agricole ;
- **clarifier ou préciser les dispositions du règlement actuel** (occupations du sol admises en zone naturelle) sans en changer notablement la portée et l'impact urbain, paysager ou foncier.

Pour rappel, la commune de Souvigny est concernée par **des dispositions patrimoniales spécifiques** :

- site patrimonial remarquable de Souvigny (anciennement ZPPAUP - zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager),
- servitudes AC1 relatives à la protection des monuments historiques.

De plus, la commune est concernée par des secteurs identifiés quant à leur **sensibilité environnementale** :

- ZNIEFF de type I et II ; pour rappel, les ZNIEFF de type I constituent des secteurs de grand intérêt écologique et biologique ;
- des éléments remarquables identifiés au PLU : corridors écologiques et zones humides.

Certaines de ces dispositions sont mentionnées dans le règlement du PLU : les règles et prescriptions qui s'imposent aux règles d'urbanisme sont rappelées, tandis que les plans qui valent servitude d'utilité publique doivent être annexés au plan local d'urbanisme.

Les points faisant l'objet de la présente modification sont concernés par certains de ces plans ou dispositions, notamment quant à la présence du site patrimonial remarquable : plusieurs secteurs concernés par la procédure de modification de situent au sein de ce périmètre de protection.

De même, du point de vue environnementale, un secteur se situe en proximité d'un corridor écologique, tandis qu'un autre est voisin d'une ZNIEFF de type I (« Forêt de Messarges »).

Pour autant, l'impact des projets envisagés dans le cadre de la modification est très limité :

- la création de secteurs Ah au sein de la zone A ne porterait pas préjudice aux espaces agricoles de la commune, puisque l'ajustement du zonage A en Ah porte sur environ 7,9 ha, soit 0,27 % de l'ensemble de la zone agricole (2 897,48 ha) ; par ailleurs, même si elle permet l'extension de constructions existantes ainsi que la réalisation d'annexes, cette zone Ah n'est pas une zone constructible visant à accroître le mitage du territoire rural, le règlement ne permettant pas des extensions démesurées par rapport à l'existant (doublement de la surface habitable dans la limite de 250 m²) ;
- la création d'un STECAL Na aurait un faible impact sur la zone naturelle, considérant sa superficie de 3 530 m², soit 0,02 % de la zone naturelle.

Globalement, il convient de rappeler que les STECAL restent exceptionnels et les constructions y sont admises sous conditions, dont leur desserte par les réseaux et leur compatibilité avec l'environnement agricole, naturel ou forestier, d'où une attention portée à l'insertion paysagère des projets et à leur nature.

En revanche, la procédure n'a aucune incidence sur un site Natura 2000 ou sur d'autres périmètres de protection (arrêté de biotope, espace boisé classé, etc.) ou de risques (installations classées pour la protection de l'environnement, sols pollués, inondation, plans de prévention des risques miniers ou technologiques...).

Dans l'ensemble, les incidences cumulées des projets sur l'environnement sont donc limitées, en lien avec leur faible superficie ; lorsqu'elles existent, elles sont cadrées par les prescriptions réglementaires existantes.